



Services publics, fonction publique : NOS BIENS COMMUNS !

La grève du 9 mai n'est pas seulement celle de la fonction publique et des services publics. Elle concerne toute la société. La nouvelle loi du gouvernement Macron vise à transformer de fond en comble les missions de service public rendues aux populations.

Tout est marchandise ? Non !

Nous le voyons partout : l'État cherche à vendre les services publics, alors qu'ils sont des biens communs appartenant à tous les citoyens-nes. Les aéroports, les barrages hydrauliques, le service d'électricité, la santé, et même l'école : tout doit être mis en concurrence, évalué ou vendu à des capitalistes (Aéroport de Paris).

Même l'administration du pays n'échappe pas à ce couperet. Supprimer des emplois et des services, c'est une obsession des gouvernements européens. Alors qu'il serait possible de promouvoir des services publics européens : transports propres, sécurité sociale commune, agences de protection thermique des bâtiments.

Cette société du « tout marchandise », nous la refusons.

Des statuts du travail « privilégiés » ? Mensonge !

Macron président ne cesse de mépriser les statuts et le Code du travail. Il oppose les métiers entre eux, les agriculteurs et les salariés, les chômeurs et les embauchés en CDI, le secteur privé qui travaille dur et les fonctionnaires « privilégiés ».

Macron veut une société sans statut, une sécurité sociale réduite au minimum « universel », où chacun-e se mesure à l'autre sur le marché du travail.

Ne nous laissons pas intoxiquer.

La qualité du service exige une liberté des personnes sur la manière de travailler, une coopération entre salarié-es, une démocratie étendue au droit d'intervention des usagers.

Le droit au salaire, à une sécurité sociale universelle, doivent être étendus à toutes les entreprises, privées et publiques.



@ensemble.frontdegauche



contact@ensemble-fdg.org



@Ensemble_FdG



Alors comment agir ?

La grève du 9 mai est appelée par tous les syndicats. Allons plus loin : toute la politique du gouvernement est mise en accusation.

Macron refuse d'entendre le vrai sens des exigences populaires : dignité et sécurité du travail, justice fiscale, services publics étendus, urgence écologique.

Mettons-les en débat dans des Assemblées populaires : syndicats et Gilets jaunes, unité des forces politiques.

Préparons le blocage des secteurs clefs de l'économie.

**Fin du Grand débat !
Oui à la poursuite des luttes !**



@ensemble.frontdegauche



contact@ensemble-fdg.org



@Ensemble_FdG